TL6554-20

Agir Pour Timor (French) at UN Decolonisation

Petition d'Agir pour Timor au Comite de Decolonisation, juillet 1994

(An English translation wil be posted shortly)

Monsieur le President, Mesdames et Messieurs les membres du Comite,

Fondee en 1990, Agir pour Timor est une organisation francaise dont le but est de defendre le droit du peuple timorais a l'autodetermination. Elle a soumis des petitions a ce Comite en 1991 et 1993.

La connaissance de la question de Timor-Est en France est traditionnellement faible. Notre priorite initiale a donc ete de sensibiliser l'opinion publique, les media, les ONG et les personnalites de notre pays, et de les tenir regulierement informes des developpements.

Tout au debut, notre action a recu un echo principalement de la part de la communaute portugaise de France - la plus importante communaute portugaise expatriee. Nous avons vu, toutefois, d'autres ONG francaises accorder une attention croissante a la question, et nous pouvons avec plaisir informer le Comite d'une initiative regroupant 12 ONG francaises, la Campagne "4 mois pour Timor-Est".

Lancee en mars 1994, cette campagne avait pour but de donner un "coup de projecteur" sur Timor-Est, en prealable a la reunion du Groupement Consultatif sur l'Indonesie (GCI) qui s'est tenu a Paris la semaine derniere. Outre notre association, les organisations participantes sont:

* Peuples Solidaires, une organisation de solidarite avec les peuples du Sud;
* France Libertes/Fondation Danielle Mitterrand;
* la Federation Internationale des Droits de l'Homme;
* la CIMADE, une organisation de solidarite internationale;
* Justice et Paix;
* le Reseau d'Information Tiers-Monde (RITIMO);
* le CRID, collectif regroupant 35 ONG de developpement et de solidarite;
* la Coordination des Collectivites portugaises de France (CCPF);
* le Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (SNES);
* la Federation Syndicale Unitaire (FSU);
* la Confederation Generale du Travail (CGT).

Voici quelques details sur la conception de cette campagne. Des pistes d'action ont ete donnees, mais le mode de fonctionnement etait laisse a l'appreciation de chaque organisation participante, en fonction de sa sensibilite propre et de ses possibilites materielles. Au minimum, chacune a publie dans son bulletin de liaison un article sur Timor-Est; certaines ont fait appel au militantisme de leurs membres pour des actions de sensibilisation ou de recherche de soutien financier des etudiants timorais en Indonesie, d'autres ont interpelle l'ambassade d'Indonesie ou sont intervenues par l'intermediaire d'une conference de presse. Mais la Campagne en elle-meme a aussi eu une action d'information, en tenant une documentation disponible a qui en fait la demande, et d'une publiant un "bulletion de campagne" envoye a des composantes actives de l'opinion publique (ONG, syndicats), aux militants, a un certain nombre de journalistes, et aux membres des Groupes d'Amitie France-Indonesie (Assemblee Nationale) et France-Asie du Sud-Est (Senat). Une exposition de photos et de textes sur Timor-Est circule actuellement en France. Enfin, la Campagne s'est adressee aux participants a la conference de l'INFID (ONG de developpement sur l'Indonesie), a l'ambassade d'Indonesie, au ministere francais des Affaires etrangeres...

Si les echos a la Campagne dans la grande presse ont ete modestes, elle a recu un large soutien de la part d'autres organisations et sur le terrain. Nous pouvons citer Reporters sans frontieres, la Federation de l'Education nationale, 8 groupes d'aide ou de soutien au peuple tibetain, le collectif corse anti-raciste Ava Basta, Tribal Act, ICRA international... Plusieurs groupes et organes de presse militants ont mentionne la campagne, ce qui lui a valu de nombreuses demandes d'information d'individus souhaitant agir localement. Des actions d'information ont ainsi eu lieu dans plus de 20 villes de France dont Aix-en-Provence, Angouleme, Argenteuil, Aubervillers, Bourges, Caen, Cannes, Clermont-Ferrand, Dijon, Dunkerque, Grenoble, Le Mans, Lille, Lyon, Nanterre, Paris, Plouzare, Versailles, Vierzon...

Outre la sensibilisation de la "societe civile", l'un des succes les plus importants de la Campagne est un debut de sensibilisation des parlementaires francais. Pour la premiere fois depuis 1986, un senateur (de la

majorite gouvernementale) a pose une question ecrite au ministre des affaires etrangeres sur "la violente repression a laquelle se livre l'Indonesie dans le territoire occupe de Timor-Oriental", demandant "quelles demarches la France accomplit pour que soit assuree la protection des personnes et le respect du droit international dans ce territoire". D'autres parlementaires ont ecrit a la Campagne pour l'informer de leur attention. Ce fremissement d'un parlement national pour l'instant tres peu sensibilise augure bien de l'avenir.

Ce panorama, enfin, ne serait pas complet si nous n'evoquions pas les autres groupes qui, sans participer a la Campagne, menent une action parallele en faveur de Timor-Est: nous pouvons citer Amnesty International et l'Action des Chretiens pour l'Abolition de la Torture.

Ce saut qualitatif et quantitatif de la solidarite avec le peuple timorais en France ne se produit pas de maniere isolee. Depuis trois ans, le renouveau de conscience et d'engagement a un niveau mondial est incontestable, le plus souvent de la part des milieux militants, parfois de celle des medias, encore tres rarement de celle des gouvernements. Une telle evolution nous donne l'espoir, utopique il y a encore quelques annees, que le peuple timorais pourra enfin exercer son droit a l'autodetermination dans un avenir proche. Mais ce sentiment de progres ne doit pas masquer les obstructions internationales, le manque de bonne volonte de la Puissance occupante et l'absence d'amelioration de la situation des droits de l'homme dans le territoire.

Nous ne nous etendrons pas sur les deux derniers points, sachant que le Comite en sera certainement informe par d'autres petitionnaires. En ce qui concerne le premier, nous devons deplorer devant cette instance l'immobilisme et la mauvaise foi du gouvernement francais. Certes, la France ne reconnait pas l'annexion de Timor-Est par l'Indonesie, comme ses gouvernements successifs l'ont affirme a plusieurs reprises. Certes, egalement, la diplomatie francaise ne fait plus mine d'ignorer les violations massives des droits de l'homme et reconnait la gravite de la situation. Certes enfin, le ministre delegue aux affaires etrangeres d'un precedent gouvernement et le President de la Republique ont exprime leur "preoccupation" aux autorites indonesiennes, et la France a vote - a contrec-ur - la resolution de 1993 de la Commission des Droits de l'homme sur Timor-Est.

Mais aucune pression de notre pays n'est faite sur l'Indonesie pour qu'elle mette fin a ses violations des droits de l'homme, sans meme parler de se conformer au droit international. Bien pire, le ministere des Affaires etrangeres considere explicitement qu'il n'est pas "opportun" de faire le lien entre son aide economique et le respect des droits de l'homme, bien que ce lien ait ete demande par le Conseil des Ministres des Affaires etrangeres des pays de la CEE dans une declaration datant deja de novembre 1991.

Ce refus de toute action concrete est naturellement du aux interets economiques de notre pays. De source diplomatique francaise, 98% de l'aide francaise au developpement en 1992 etait une subvention deguisee aux investissements nationaux dans le pays: Alcatel, Alsthom, Dumez. Mais la France est aussi un des fournisseurs les plus importants d'armement et de materiel militaire a l'Indonesie: des helicopteres Puma, notamment, y sont fabriques sous licence. Tout recemment, vingt canons legers de type 105 LG lui ont ete vendus par GIAT, pour un montant de 17 millions de dollars. La France est tres presente en Indonesie dans le domaine des telecommunications, dont une part a ete fournie a l'armee indonesienne.

L'Indonesie n'a pas d'ennemis connus, reels ou potentiels. Les armes vendues a ce pays ne peuvent donc etre utilisees qu'a des fins repressives, contre-insurrectionnelles ou offensives, par exemple a Timor-Est. On sait, grace a des enquetes precises du journaliste britannique John Pilger, que l'aide au developpement fournie par le Royaume Uni va de pair avec la fourniture d'armement (avions Hawk). Connaissant cet exemple, qui garantit qu'il n'en est pas de meme pour la France?

Pour conclure cette petition, nous ne pouvons faire moins que repeter les suggestions faites l'annee derniere a ce Comite:

* Que ce Comite fournisse, dans la mesure du possible, des informations au public sur son action en faveur du droit du peuple de Timor-Est a l'autodetermination.

* Que ce Comite exclue l'Indonesie, en sa qualite de membre, de tout processus de decision concernant Timor-Est, en vertu du principe de droit selon lequel on ne saurait etre a la fois juge et partie.

* Que ce Comite recommande au Secretaire General de faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir la liberation de Xanana Gusmao, en tant que symbole du mouvement de resistance timorais, sans pour autant negliger d'intervenir pour la liberation des autres prisonniers politiques timorais.

* Que ce Comite recommande au Secretaire General de rendre publics les deux rapports de M. Amos Wako.

Nous vous remercions de votre attention.